

Avis de soutenance

Monsieur Kamel-Eddine BENHAMOUDA

Histoire, Histoire de l'Art

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

Le mouvement social en Algérie : conditions de travail, grèves et luttes syndicales dans le Constantinois, 1880-1954

dirigés par Madame Sylvia CHIFFOLEAU

Soutenance prévue le **mercredi 10 décembre 2025** à 14h00

Lieu : Université Lumière Lyon 2 4bis rue de l'Université 69007 Lyon

Salle : Léonie Villard

Composition du jury :

Mme Sylvia CHIFFOLEAU	LARHRA-CNRS	Directrice de thèse
M. Michel PIGENET	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Rapporteur
Mme Christine MUSSARD	Université Aix-Marseille	Rapporteure
Mme Claire MARYNOWER	Sciences Po Grenoble - UGA	Examinaterice
M. Antonin PLARIER	Université Jean Moulin Lyon 3	Examinateur
Mme Sylvie THÉNAULT	CNRS	Examinaterice

Mots-clés : Mouvement social, Syndicalisme ouvrier, Grèves, Algérie, Communisme socialisme, Nationalisme

Résumé :

Cette étude retrace l'histoire sociale du Constantinois entre 1880 et 1954 à travers trois grands axes : les conditions de travail de la population ouvrière, algérienne et européenne ; les grèves comme principale forme de mobilisation revendicative, mobilisant en premier lieu les Algériens ; et enfin, l'évolution du mouvement syndical, longtemps dominé par les Européens. Après l'insurrection de 1871, les Algériens, principalement ruraux, furent soumis à des lois d'exception. Spoliés de leurs meilleures terres, marginalisés et privés de droits, ils restèrent exploités et cantonnés au bas de l'échelle sociale. Famines, crises économiques, aléas climatiques, chômage et absence d'instruction aggravèrent encore leur condition. Entre 1900 et 1954, la contestation prit de multiples formes : grèves, manifestations, marches, pétitions, mais aussi migrations, exodes et troubles insurrectionnels. De leur côté, les ouvriers européens recoururent au syndicalisme afin d'améliorer leurs conditions de travail et de vie, particulièrement difficiles au début de leur installation en Algérie. Le syndicalisme traversa trois étapes. La première (1880-1918) vit la naissance des premiers syndicats communautaires, étroitement liés à la bourgeoisie, avant qu'une fracture n'oppose syndicalistes modérés et révolutionnaires. La deuxième (1919-1935) fut marquée par la réorganisation de la CGT et par une scission entre « confédérés » modérés et « unitaires » révolutionnaires ; malgré la réunification de 1935, les conflits persistèrent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Enfin, la troisième période (1936-1954) se caractérisa par l'entrée progressive des Algériens dans le syndicalisme. Les grèves de 1936, impulsées par le Front populaire, libérèrent la parole ouvrière et permirent quelques acquis vite limités, mais elles ouvrirent la voie à la contestation et à la radicalisation politique, qui se poursuivit avec la montée du nationalisme, se renforça pendant la Seconde Guerre mondiale et culmina avec la répression de mai 1945. Après la guerre, une nouvelle scission opposa communistes et socialistes au sein de la CGT et mena à la création de Force Ouvrière (1948), proche des socialistes. Bien que l'appareil de la CGT fût contrôlé par les communistes, elle comprenait également en son sein des syndicalistes proches du nationalisme ou activement engagés dans ce mouvement. Dès lors, une rivalité émergea pour encadrer les travailleurs algériens entre les communistes, partisans de réformes approfondies dans le cadre de l'union française, et les nationalistes, qui cherchaient à orienter la population vers le projet indépendantiste. Le syndicalisme devint ainsi un terrain d'affrontement entre projets politiques divergents.